



16 SEPTEMBRE 2024

EUROPE INFO HEBDO



L'ÉVANGILE SELON MARIO

Bonne lecture!
Elise BERNARD,
Etienne BONNERUE,
Grégoire DESCAMPS
Edouard GAUDOT.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



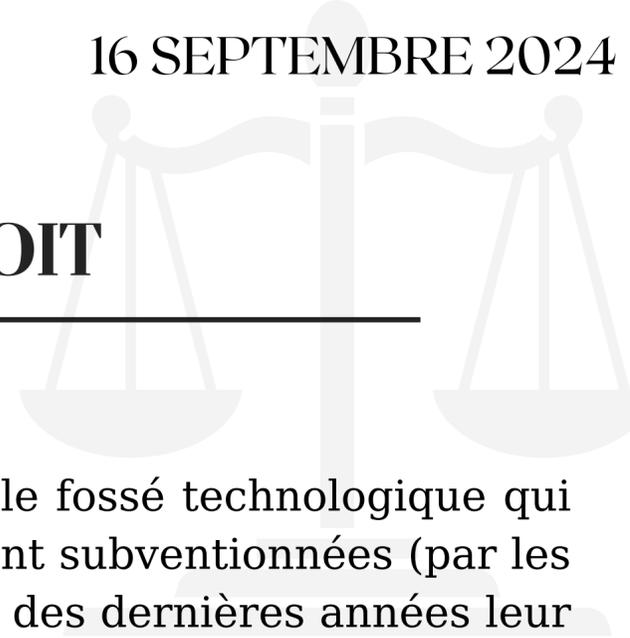
RAPPORT DRAGHI, PAROLE D'UEVANGILE

Alors que la conversation européenne est toute entière focalisée sur la composition du Collège qui se fait attendre, et le début des auditions des candidats-Commissaires (dont la liste est ici) par le Parlement européen, prévues à partir d'octobre, l'actualité a pris un tour un peu messianique. Après un suspense entretenu depuis le printemps (cf. EIH 19/5/24), le rapport dirigé par l'ancien président de la Banque Centrale Européenne, ancien Premier ministre italien proclamé "sauveur de l'euro", a été publié en début de semaine dernière. Pour celui dont la "parole vaut de l'or" tant son autorité morale, ses compétences économiques et son capital politique s'imposent au reste de l'UE, l'Europe doit investir plus de €800 milliards par an si elle veut enrayer un déclin devenu inexorable.

- 60 pages d'un diagnostic sévère sur les limites atteintes par le modèle économique européen et les principes pistes pour y remédier.
 - Suivi de plus de 300 pages de détails des politiques européennes à mettre en œuvre.
 - "6 points clés et 12 graphiques" éloquents résumés par Le Grand Continent.
- Le pavé Draghi dans la mare fait des ronds depuis sa publication: l'Europe doit effectuer "un changement radical" pour rattraper son retard pris face aux États-Unis et à la Chine".
 - Reprenant l'avertissement de la Sorbonne par le président Macron, le rapport évoque un « défi existentiel » et le risque d'une "lente agonie" de l'UE.
 - « Il nous faut abandonner l'illusion que seule la procrastination peut préserver le consensus » avertit-il les gouvernements des Etats membres.
 - Le site Contexte en livre une analyse politique Intéressante au regard des blocages du débat européen.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



RAPPORT DRAGHI, ALLEMAGNE, NEIN

L'UE devrait mobiliser des sommes considérables pour combler le fossé technologique qui la sépare des États-Unis et de la Chine, deux économies hautement subventionnées (par les règles fiscales aux US et par l'Etat central en Chine) dont l'effort des dernières années leur a permis ce décrochage. La manière dont les règles budgétaires européennes et nationales sont conçues ne laisse aucune place aux principales recommandations politiques de Draghi, à savoir une augmentation de la part de l'investissement dans le PIB d'environ 800 milliards d'euros par an, à partir de maintenant et pour toujours. Cette mesure serait d'une ampleur sans précédent. Le budget de l'UE ne représente que 1 % du PIB, dont la majeure partie est affectée à des transferts non discrétionnaires.

- Le message de Mario Draghi a été immédiatement entendu à Berlin, où le ministre des Finances (FDP-Renew) et le chef de l'opposition F. Merz (CDU-PPE) ont chacun de leur côté déjà annoncé qu'il était hors de question de doter l'UE d'une capacité d'emprunt et de réformer le budget européen pour dégager les sommes suggérées.
 - Ce que Mario Draghi a suggéré, une augmentation permanente de l'investissement de 5 point de pourcentage, ne peut être couvert que par une dette souveraine de la zone euro.
 - Aucune chance que l'Allemagne en fasse partie.
 - Le fonds de relance a durci les opinions politiques en Allemagne.
 - Le seul parti ouvert à l'idée d'une union fiscale européenne serait les Verts.
 - Aucun parti politique allemand n'est prêt à investir du capital politique dans une union fiscale, même si elle est au cœur de la crise que le rapport de Draghi a analysée si méticuleusement.
- Une fin de non-recevoir inquiétante sur la capacité et la volonté des États européens à relever le défi.
 - En l'état, la mise en œuvre des recommandations du rapport Draghi ne se fera qu'en l'absence de l'Allemagne.
 - Une réalité déjà envisagée par le rapport qui suggère de passer par "les coopérations renforcées", possibles à partir d'un accord entre 9 membres.

EUROPE GÉOPOLITIQUE

RAPPORT DRAGHI, DÉFENSE, INDUS

L'une des nouvelles réalités auxquelles doit s'adapter l'UE est celle d'un contexte géopolitique complètement différent de ces dernières décennies de confortables croissances : l'ère de l'énergie bon marché fournie par des puissances extractivistes devenues hostiles et la fin des garanties de sécurités américaines rendent le monde d'autant plus compétitif et incertain. L'exigence d'investissement est donc non seulement sur la décarbonation (voir plus loin) mais aussi sur les appareils de défense.

- Le rapport s'inscrit donc dans le prolongement des réflexions sur la reconfiguration de la stratégie européenne (cf. EIH 17/3/22, 23/8/23 et 26/11/23).
 - Même si tous les problèmes mis en lumière par le rapport étaient déjà connus, et que certaines critiques se sont fait immédiatement entendre celui-ci a le mérite de penser la compétitivité européenne à l'échelle la plus intégrale possible, incluant une réflexion profonde sur la sécurité collective des États membres.
 - L'industrie européenne de défense souffre d'énormément de lacunes structurelles : fragmentation, absence d'interopérabilité, manque d'investissement.
 - Une fragmentation du marché "mortelle" à terme.
 - Seuls 10 pays membres allouent les "au moins 2% de PIB" exigés par l'OTAN à leurs dépenses de défense, même si depuis le début de l'agression russe sur l'Ukraine, ces montants ont tous augmenté significativement.
 - Une infographie de l'institut Delors résume les principaux chiffres.
 - Alors que le parapluie états-unien est de moins en moins garanti, toute la politique de défense des pays membres est à repenser, comme le rappelait cette étude de l'ECFR au début de l'été.
- Selon le rapport Draghi, 500 milliards de dépenses supplémentaires sont nécessaires dans la prochaine décennie.
 - Afin de financer ces transformations, le rapport pointe la nécessité d'une réforme de l'Union des marchés des capitaux, déjà mise en avant par Enrico Letta dans un rapport au printemps dernier, qui préconisait déjà une réorganisation du marché intérieur et de l'industrie de défense, pour répondre aux défis géopolitiques.
 - De plus, le rapport Draghi propose une réforme de la politique de prêt de la Banque européenne d'investissement qui exclut le financement de la défense.
 - Il soutient également l'émission de davantage d'émissions d'euro-obligations, proposition déjà soutenue par Ursula von der Leyen.
 - Cette mesure fait l'objet de vifs débats, notamment en raison de la stricte opposition de l'Allemagne et des Pays-Bas.
 - Sans diplomatie, le député du PPE allemand Markus Ferber a notamment déclaré au Point : « *Draghi doit résister au réflexe italien traditionnel qui consiste à demander de nouveaux programmes d'investissement financés par la dette* ».
 - Clairement, les vieux réflexes de la crise des dettes souveraines, méprisants pour les pays du "Club Med" sont toujours actifs.

Il ne suffit pas de financer, il faut aussi produire. Comme le rappelle le rapport : “entre juin 2022 et juin 2023, 78 % des dépenses de l'UE en matière de marchés publics de la défense ont été consacrées à des achats auprès de fournisseurs non européens, dont 63 % auprès des Américains.” Il s'agit d'une situation asymétrique, étant donné les obstacles auxquels les entreprises de défense de l'UE sont confrontées lorsqu'elles approvisionnent les États-Unis. Il s'agit également d'un problème évident pour toute idée d'autonomie stratégique. Sur la partie industrie de défense, le rapport préconise donc une meilleure intégration des actifs industriels de défense.

- La standardisation et l'interopérabilité sont les maîtres mots de cette « européanisation » des chaînes d'approvisionnement alors que l'Ukraine a récemment pâti de la dispersion et de la diversité des obus européens.
 - Une coopération davantage approfondie, notamment dans le domaine de la R&D, est également nécessaire.
 - Lorsque les gouvernements européens envisagent de dépenser rapidement de l'argent pour de nouveaux équipements, il peut être difficile de trouver quelqu'un en Europe capable de produire à l'échelle requise.
 - Enfin, le rapport suggère également un système d'achat préférentiel pour les entreprises européennes.
- L'Europe est un nain industriel comparé à ses concurrents américains et chinois, surtout en ce qui concerne les technologies de pointe (semi-conducteurs, micropuces).
 - L'Europe est à la traîne en ce qui concerne la sécurisation des chaînes d'approvisionnement des matières premières critiques indispensables à la transition énergétique et numérique.
 - En réponse, le rapport propose d'adopter une véritable stratégie économique internationale reposant sur la sécurisation des ressources critiques et l'application rapide de la léislation sur les matières premières critiques adoptée en mars 2024.
 - Pour sécuriser l'approvisionnement en ressources, le rapport préconise la création de partenariats industriels, la signature d'accords commerciaux préférentiels et la constitution de stocks de matières critiques (cf. EIH 29/5/23).
 - Toutefois, on peut regretter l'absence de mesures concrètes permettant d'approfondir les liens entre la recherche et l'industrie.
 - Sujet pourtant majeur sur lequel les concurrents états-uniens et chinois ont de nombreuses longueurs d'avance.



GREEN DEAL

RAPPORT DRAGHI, GES, CARBONI ARDENTI

Le rapport Draghi veut secouer l'UE hors de sa complaisance et de ses réflexes de sécurité. C'est une initiative indispensable pour "la survie même de l'UE". Mais certaines de ses recommandations pourraient avoir des conséquences indésirables sur les autres objectifs de l'UE, en particulier les politiques environnementales. Si l'accent est bien mis sur la nécessité de décarboner le mix énergétique européen et de s'assurer que la lutte contre le dérèglement climatique s'inscrit dans le redressement de la compétitivité européenne, les autres dimensions, environnementales et sociales semblent décidément reléguées au dernier plan.

- Le rapport souligne à raison les délais très longs pour l'adoption de nouvelles initiatives et cadres réglementaires (avec quelques exceptions, parfois, comme la réforme du marché de l'électricité, votée en quelques mois seulement le prouve, cf. EIH 6/3/23 et 17/10/23).
 - Cependant, il faut en moyenne 19 mois afin d'adopter de nouvelles réglementations.
 - Ceci symbolise la complexité administrative de l'Union alors qu'au regard des enjeux, davantage d'efficacité et de flexibilité sont attendues.
- Le rapport ne touche pas au marché du travail, ce que critiquent certains experts qui pointent une absence de réflexion sur les réformes nécessaires, alors que le rapport met justement l'accent sur le besoin vital d'une hausse de la productivité.
 - Il suggère toutefois d'alléger les contraintes pesant sur les entreprises.
 - Et d'aucuns s'inquiètent de la menace qu'il fait peser sur la Responsabilité des Entreprises et le devoir de vigilance européen.



GREEN DEAL

RAPPORT DRAGHI, CONCURRENCE GREEN LANTERN



Avec 170 propositions concrètes pour accompagner l'innovation et la décarbonation sur le continent, le rapport Draghi prend acte de l'avantage compétitif développé par l'UE dans le domaine de la lutte contre le dérèglement climatique. Le rapport priorise l'innovation, avec l'idée que l'Europe doit profondément recentrer ses efforts collectifs sur la résorption du fossé qui la sépare des États-Unis et de la Chine, en particulier dans le domaine des technologies avancées.

- M. Draghi part du constat que le paysage industriel européen manque de dynamisme, avec peu de nouvelles entreprises innovantes créées ces dernières décennies dans une économie où prévalent des grands acteurs spécialisés dans des technologies matures (automobile par exemple) qui par conséquent investissent moins en R&D que leurs homologues américains.
 - Un décalage cruellement illustré par les décisions de Volkswagen cette semaine: fermeture d'une usine et remise en cause de la garantie d'emploi à vie.
- Le rapport recommande donc de se focaliser sur les industries d'avenir et dans cette perspective de doubler le budget du programme-cadre de recherche et d'innovation pour le porter à 200 milliards d'euros sur 7 ans et créer une agence européenne pour l'innovation de rupture.
 - En particulier sur l'Intelligence artificielle, le rapport envisage un 'EU Cloud and AI Development Act' et préconise une approche sectorielle qui ciblerait 10 secteurs prioritaires (automobile, énergie, santé, etc.) vers lesquels déployer des investissements massifs.
 - Mario Draghi tient cependant à ce que l'approche soit fidèle aux valeurs européennes, avec l'idée d'opérer un rattrapage des États-Unis sur l'innovation, certes, mais avec une coloration européenne de formation et d'accompagnement vers l'emploi.



GREEN DEAL

RAPPORT DRAGHI, LESS IS MORE

Ce rapport peut aussi faire l'objet d'une lecture plus froide : il est clairement démontré l'avantage comparatif de l'UE dans le domaine des clean-tech et son leadership dans les technologies vertes. C'est sur cette base industrielle qu'il propose de se reposer pour développer la compétitivité européenne.

- Dans une approche pragmatique et libérale, bien analysée par Contexte, la décarbonation de l'UE est présentée comme une opportunité de croissance économique à condition de rendre l'Europe compétitive.
 - Le rapport relève d'abord 2 freins à la compétitivité en matière de décarbonation :
 - l'UE fait face à une forte concurrence chinoise dans le domaine des technologies propres d'une part,
 - et le coût de l'électricité en Europe est 2 à 3 fois supérieur à celui des États-Unis d'autre part, un problème lié à l'organisation de son marché.
- Mario Draghi propose plusieurs leviers de réduction des prix de l'énergie dont 2 majeurs :
 - Créer une Union de l'énergie pour améliorer l'efficacité du marché intégré européen de l'énergie, notamment en centralisant les fonctions clés du marché intégré européen (ex : algorithme de couplage des marchés).
 - Réformer le marché de l'électricité et découpler la rémunération des énergies renouvelables et du nucléaire de celle des combustibles fossiles, pour éviter d'exposer les entreprises à la volatilité du prix des énergies fossiles.
- Le rapport insiste également sur le rôle à jouer de la filière nucléaire.
 - Une source d'énergie qu'il présente comme « neutre en carbone », « non intermittente », « à la production flexible [et] compétitive »).
 - Il la considère comme une force européenne pour l'industrialisation et l'exportation et par conséquent un levier de compétitivité, avec le déploiement de SMR notamment.
 - Il est aussi particulièrement attentif au rôle de la filière hydrogène (cf. EIH 8/9/24), qui s'en félicite publiquement.
- Pour stimuler l'adoption des énergies renouvelables par les entreprises et réduire les coûts opérationnels, le rapport développe également des propositions sur les PPA pour les rendre plus flexibles.
 - Sur le modèle de la garantie GER opérée par la BPI, la Banque Européenne d'Investissement et les banques nationales de promotion pourraient par exemple fournir des contre-garanties et des produits financiers spécifiques pour les PPA industriels.

**RAPPORT DRAGHI
FINTA**

Dans le rapport Draghi, l'approche des questions environnementales reste tellement focalisé sur les aspects énergétiques et climatiques que la plupart des organisations écologistes et des défenseurs du Green Deal s'inquiètent. Les matières premières critiques sont l'un des dix secteurs clés identifiés. En préconisant d'accélérer l'extraction minière en Europe, sans oublier les fonds marins, le rapport inquiète les défenseurs de la nature.

- Mario Draghi estime que les délais de permis prévus par le rapport sur les matières critiques (voir plus haut et cf. [EIH 29/5/23](#)) sont encore trop longs (15 mois).
 - Il propose une nouvelle stratégie « de la mine au recyclage », appelle à mobiliser la Banque européenne d'investissement, à envisager le stockage de ressources pour limiter la volatilité des prix, à « soutenir politiquement et prioriser » le secteur.
- Certes, le rapport met en avant les « critères environnementaux et sociaux » de l'UE.
 - Toutefois, derrière ce "lip service", il préconise aussi d'utiliser les marchés publics pour soutenir la production domestique et encourage à « explorer le potentiel d'une exploitation minière durable des fonds marins ».
 - Alors que les scientifiques sont très réservés.
 - Des pays comme la France exigent un moratoire sur le sujet pour éviter un massacre de nos abysses encore méconnus (cf. [EIH 21/4/24](#)).
- De fait, l'accent mis par le rapport sur la production, la productivité et la croissance renverse en partie les logiques de précaution et de soin au cœur des politiques européennes de préservation de l'environnement et de restauration de la nature.
 - En critiquant le règlement REACH, dont il envisage les possibles exemptions, le rapport est salué par l'industrie chimique, mais il inquiète à juste titre les ONG et activistes de l'environnement.
 - Dans un communiqué du European Environmental Bureau, est formulé un appel à la prudence quant aux objectifs et aux solutions proposés :
 - pour que l'Europe soit réellement en tête, elle doit se concentrer sur une course au sommet qui place les personnes et la planète au cœur de sa stratégie industrielle.